

**DELIBERATION N° DE L'ASSEMBLEE DE CORSE****SEANCE DU**

L'an , le , l'Assemblée de Corse, convoquée le 12 avril 2018, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le code général des collectivités territoriales, titre III - livre III - III<sup>ème</sup> partie - Chapitre III - Section I,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- SUR** rapport de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,
- SUR** rapport de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

**APRES EN AVOIR DELIBERE****ARTICLE PREMIER :**

**DEMANDE** que le produit de la taxe de séjour additionnelle, désormais perçu par la Collectivité de Corse, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la Collectivité de Corse, soit reversé à l'Agence du Tourisme de la Corse, aux fins de conduire diverses opérations de promotion et de développement touristique en vertu de l'article L 151-1 du code du tourisme qui précise que les règles relatives aux compétences de la Collectivité Territoriale de Corse dans le domaine du tourisme sont fixées par l'article L.4424-31 du code général des collectivités territoriales, dont l'alinéa 4, ci-après reproduit dispose :

*« Par dérogation aux [articles L. 131-3, L. 131-4 et L. 131-6 à L. 131-10](#) du code du tourisme, une institution spécialisée est chargée, dans le cadre des orientations définies par la Collectivité Territoriale de Corse, de la coordination de l'ensemble des actions de développement du tourisme en Corse. Cette institution assure notamment la promotion touristique de l'île et met en œuvre la politique d'aide à la modernisation et au développement des structures d'accueil et d'hébergement ».*

**ARTICLE 2 :**

**ADOpte** le principe du reversement intégral de la taxe additionnelle au bénéfice de l'Agence du Tourisme de la Corse, en application d'une convention d'objectifs conclue entre celle-ci et la Collectivité de Corse exigeant notamment la production d'un rapport d'évaluation des opérations touristiques menées.

**ARTICLE 3 :**

**DEMANDE**, sous peine de rupture d'égalité des citoyens devant l'impôt, la généralisation de la taxe additionnelle départementale à la taxe de séjour à la totalité des assujettis sur l'ensemble du territoire corse, par modification législative ou réglementaire le cas échéant.

**ARTICLE 4 :**

**DEMANDE** au Président du Conseil Exécutif de Corse de transmettre cette proposition de modification législative au Premier ministre et au représentant de l'Etat dans la Collectivité de Corse et plus généralement de prendre tous actes et toutes mesures permettant la mise en œuvre de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Ajaccio, le

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Jean-Guy TALAMONI